

RESUME

Les contrats de consommation sont les contrats conclus entre un professionnel et un consommateur ou un non-professionnel. Il peut s'agir d'un contrat de vente ou d'un contrat de crédit.

Du fait du déséquilibre entre les connaissances du professionnel et celles du consommateur, ces contrats sont soumis à une réglementation spécifique visant à protéger le consommateur.

Cette protection débute, **pour le contrat de vente**, dès la formation du contrat par :

- une **obligation d'information** à la charge du vendeur professionnel qui doit être loyale ;
- un encadrement des **méthodes de vente**, notamment du démarchage, de la vente à distance, des contrats électroniques ou des ventes avec prime et loteries publicitaires afin de s'assurer du consentement réel du consommateur.

L'exécution du contrat est également très encadrée afin de supprimer les **clauses dites abusives** qui créent un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties au détriment du consommateur.

Le contrat de **crédit à la consommation** fait également l'objet d'un encadrement renforcé par plusieurs lois.

Cette réglementation ne concerne que les crédits mobiliers d'un montant compris entre 200 € et 75 000 €

À l'instar du contrat de vente, la réglementation du contrat de crédit à la consommation encadre principalement **l'information du consommateur** afin de s'assurer d'un consentement libre et éclairé.

Ainsi, la publicité en matière de crédit à la consommation doit contenir un certain nombre de mentions obligatoires. De plus, l'offre de crédit faite au consommateur en particulier doit elle-même être suffisamment précise et contenir la mention du taux effectif global.

L'emprunteur dispose d'**un certain nombre de droits** permettant de compléter cette protection :

- un délai de rétractation de 14 jours ;
- la possibilité de rembourser de façon anticipée ;
- un recours en justice dans un délai de cinq ans à compter de la formation du contrat.

APPLICATIONS

EXERCICES

★★★ EXERCICE 3 Vente à distance et contrat électronique ⌘ 30 minutes

Mme Messner a acheté un ordinateur portable sur un site de vente en ligne appartenant à la société Bilgors . Après avoir choisi le modèle qui lui convenait, elle a validé et payé sa commande sans avoir pu au préalable en vérifier le détail. C'est pourquoi elle est surprise du montant total indiqué. En effet, celui-ci est supérieur au prix de l'ordinateur portable choisi. Elle s'est alors rendu compte que les frais de port s'élevaient à 10,95 € ce qui ne lui avait pas été indiqué auparavant, et que son achat comprenait également une sacoche de transport qu'elle n'avait pas choisie.

1. Que pensez-vous du mode de fonctionnement de ce site de vente en ligne ?

Mme Messner a bien reçu sa commande dans les délais prévus. Cependant, au bout d'une semaine, elle regrette son achat. L'ordinateur n'est pas assez puissant pour l'usage qu'elle souhaite en faire. Elle décide donc de rendre l'ordinateur portable et demande à la société Bilgors le remboursement de cet achat. Cette dernière lui précise qu'elle sera alors contrainte de lui faire payer les frais de port ainsi qu'une indemnité d'utilisation du bien.

2. Les conditions évoquées par la société Bilgors sont-elles valables ?

Mme Messner reproche également à la société Bilgors de ne pas lui avoir donné la possibilité de renoncer au logiciel d'exploitation et aux différents logiciels d'utilisation préinstallés sur l'ordinateur portable qu'elle a acheté. Il est à noter que la société Bilgors proposait un autre ordinateur portable équipé uniquement d'un système d'exploitation mais que Mme Messner ne l'avait pas choisi car celui-ci ne disposait pas de la configuration souhaitée.

3. Sur quel fondement Mme Messner exercera-t-elle son recours contre la société Bilgors ?

4. En vous appuyant sur l'analyse de l'arrêt donné en annexe, pensez-vous que Mme Messner obtiendra gain de cause ?

ANNEXE

Arrêt de la Cour de cassation n° 15-13248 du 29 mars 2017

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Versailles, 22 janvier 2015), que, faisant valoir qu'au cours du mois de décembre 2006, la société Darty avait proposé à la vente des ordinateurs équipés d'un logiciel d'exploitation et de différents logiciels d'utilisation dans des conditions telles que cette pratique commerciale contrevenait à l'article L. 122-1 du Code de la consommation, l'association Union fédérale des consommateurs-Que choisir (l'UFC) l'a assignée aux fins de la voir condamner, en premier lieu, à cesser de vendre des ordinateurs sans offrir à l'acquéreur la possibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation, en deuxième lieu, à indiquer le prix des logiciels préinstallés sur les ordinateurs proposés à la vente dans son réseau de magasins, en troisième lieu, à préciser à l'intention des consommateurs les conditions d'utilisation de ces logiciels ;

Sur le premier moyen du pourvoi principal :

Attendu que la société Darty fait grief à l'arrêt de lui faire injonction, à peine d'astreinte, d'indiquer aux consommateurs les conditions d'utilisation des logiciels préinstallés, ainsi que leurs caractéristiques principales, et de la condamner à payer à l'UFC une certaine somme à titre de dommages-intérêts, alors, selon le moyen, qu'une pratique commerciale ne peut être qualifiée de trompeuse que si elle altère ou est de nature à altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur moyen en le conduisant à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement ; [...]

Mais attendu que la cour d'appel a, d'abord, énoncé, sur le fondement de l'article L. 121-1 du Code de la consommation, que constitue une pratique commerciale trompeuse, donc déloyale, le fait d'omettre, de dissimuler ou de fournir de façon inintelligible une information substantielle sur le bien ou le service proposé et que sont considérées comme substantielles les informations portant sur les caractéristiques principales du bien ou du service ;

Qu'elle a, ensuite, constaté que les caractéristiques principales des logiciels d'exploitation et d'application préinstallés sont inconnues du consommateur, puisque celui-ci n'est appelé à souscrire le contrat de licence des logiciels que lors de la mise en service de l'ordinateur, par hypothèse, après avoir acheté l'appareil ;

Qu'elle a, enfin, retenu que la seule identification des logiciels préinstallés, ainsi que l'invitation faite au consommateur de se documenter par lui-même sur la nature et l'étendue des droits conférés par la ou les licences

proposées, ainsi que sur les autres caractéristiques principales des logiciels équipant les ordinateurs offerts à la vente, ne constituent pas une information suffisante ;

Qu'ayant ainsi caractérisé l'omission d'informations substantielles, au sens de l'article L. 121-1 du Code de la consommation, et fait ressortir que les informations omises, relatives aux caractéristiques principales d'un ordinateur équipé de logiciels d'exploitation et d'application, sont de celles que le vendeur professionnel doit au consommateur moyen pour lui permettre de prendre une décision en connaissance de cause, de sorte qu'une telle pratique commerciale est trompeuse, dès lors qu'elle amène ou est susceptible d'amener le consommateur à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement, la cour d'appel de renvoi a statué en conformité de l'arrêt de cassation qui l'avait saisie ; d'où il suit que le moyen est irrecevable ; [...]

Sur les trois moyens du pourvoi incident, réunis :

Attendu que l'UFC fait grief à l'arrêt de rejeter ses demandes tendant à voir juger que les agissements dénoncés constituent une contravention de vente liée, au sens de l'article L. 122-1 du Code de la consommation, ainsi qu'une pratique commerciale trompeuse, au sens de l'article L. 121-1 du même Code, en conséquence, qu'il soit enjoint, sous astreinte, à la société Darty, de cesser de vendre ses ordinateurs équipés de logiciels préinstallés sans offrir à l'acquéreur la possibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation, et qu'il soit enjoint à celle-ci d'indiquer le prix des logiciels préinstallés, alors, selon le moyen :

1° qu'une pratique commerciale est déloyale lorsqu'elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle et qu'elle altère, ou est susceptible d'altérer de manière substantielle, le comportement économique du consommateur normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, à l'égard d'un bien ou d'un service ; que constitue ainsi une pratique commerciale déloyale l'offre conjointe consistant en la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés, lorsque le consommateur se trouve dans l'impossibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation et d'être informé sur ce prix ; qu'en retenant, néanmoins, après avoir relevé que les ordinateurs équipés de logiciels préinstallés ne formaient pas un produit unique mais étaient constitués d'éléments complémentaires dont chacun pouvait, en théorie, être vendu séparément, que la vente conjointe de ces éléments par la société Darty, sans possibilité offerte au consommateur d'acquiescer un ordinateur « nu », en renonçant aux logiciels préinstallés moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation et d'être informé sur celui-ci, n'était pas constitutive d'une pratique commerciale déloyale, la cour d'appel a violé l'article L. 122-1 du Code de la consommation ; [...]

Mais attendu, d'une part, que la Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit (arrêt du 7 septembre 2016, Deroo-Blanquart, C-310/15) qu'une pratique commerciale consistant en la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés sans possibilité pour le consommateur de se procurer le même modèle d'ordinateur non équipé de logiciels préinstallés ne constitue pas, en tant que telle, une pratique commerciale, à moins qu'une telle pratique ne soit contraire aux exigences de la diligence professionnelle et n'altère ou ne soit susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur moyen par rapport à ce produit ;

Qu'il résulte de l'article L. 121-1 du Code de la consommation, qu'une pratique commerciale est trompeuse si, compte tenu des limites propres au moyen de communication utilisé et des circonstances qui l'entourent, elle omet une information substantielle ; que ne constitue pas une pratique commerciale trompeuse l'omission d'informer le consommateur de la possibilité qui lui est offerte d'acquiescer un ordinateur non équipé de logiciels préinstallés, dès lors qu'une telle information ne présente pas un caractère substantiel, au sens de l'article L. 121-1 ;

Que, dans son arrêt du 7 septembre 2016, précité, la Cour de justice a, cependant, dit pour droit qu'il ressort du libellé de la directive 2005/29 qu'est considéré comme une information substantielle le prix d'un produit proposé à la vente, c'est-à-dire le prix global du produit, et non le prix de chacun de ses éléments ; qu'elle a ajouté que, conformément à la directive 2005/29, constitue une information substantielle une information clé dont le consommateur a besoin pour prendre une décision commerciale en connaissance de cause ; qu'en l'absence d'indication du prix de chacun de ces logiciels n'est ni de nature à empêcher le consommateur de prendre une décision commerciale en connaissance de cause ni susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement ; que la Cour de justice en a déduit que, lors d'une offre conjointe consistant en la vente d'un ordinateur équipé de logiciels préinstallés, l'absence d'indication du prix de chacun de ces logiciels ne constitue pas une pratique commerciale trompeuse ; PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi principal et le pourvoi incident.

CORRIGES

QCM

- 1.a. Le vendeur professionnel a pour obligation d'informer le consommateur sur le prix, le produit ainsi que les conditions de vente. L'information doit être la plus complète et précise possible.
- 2.b. La publicité trompeuse est une publicité qui induit en erreur le consommateur moyen. On ne tient pas compte des publicités vantant des mérites extraordinaires que tout consommateur normalement éclairé est capable d'apprécier à sa juste valeur.
- 3.c. La vente à distance permet de se rétracter dans un délai de 14 jours selon une disposition d'ordre public. Aucune clause contraire n'est possible. Le versement d'acompte est interdit afin de ne pas empêcher l'exercice de ce droit de rétractation.
- 4.a. Dans le contrat de vente électronique, l'acceptation n'est valable que si le consommateur peut vérifier le détail de sa commande, son prix total et la modifier. Il s'agit de s'assurer du consentement réel et éclairé du consommateur.
- 5.c. Le refus de vente est interdit sauf en cas de motif légitime comme une rupture de stock.
- 6.b. Les clauses abusives peuvent être reconnues uniquement dans les contrats conclus entre un professionnel et un consommateur ou un non-professionnel. Cette notion a pour but de protéger les consommateurs ou non-professionnels dans leurs relations avec les professionnels. Il est à noter que le Code de commerce protège les professionnels en cas de déséquilibre dans les contrats qu'ils peuvent conclure.
- 7.c. Le contrat de crédit à la consommation concerne un contrat de prêt conclu entre un professionnel et un consommateur ou un non-professionnel sous certaines conditions.
- 8.b. Le non-respect des mentions obligatoires en cas de publicité pour un crédit à la consommation est sanctionné par une sanction pénale et une déchéance du droit aux intérêts du prêteur.
- 9.a. En cas de crédit à la consommation, le consommateur peut se rétracter dans un délai de 14 jours et sur papier libre.
- 10.c. En cas de difficultés de remboursement, le prêteur peut faire un recours devant le tribunal d'instance.

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Conditions générales de vente et clauses abusives ✂ 15 minutes

1. Que pensez-vous des clauses communiquées par Adrien ?

Principes juridiques

Un contrat de consommation est un contrat conclu entre un professionnel et un consommateur. Il est soumis à des conditions de validité spécifiques. Parmi ces conditions se trouvent des règles encadrant la notion de clause abusive.

Une clause abusive est une clause qui crée un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties, et ce au détriment du consommateur.

Si la clause est prévue dans la liste noire des clauses abusives, elle est alors réputée abusive de façon irréfragable. Le professionnel ne peut apporter de preuve contraire. Si la clause est prévue dans la liste grise, elle est présumée abusive. Le professionnel peut apporter la preuve contraire.

Application au cas

En l'espèce, le contrat d'abonnement téléphonique a été conclu entre Adrien et la société FREI. Il s'agit d'un contrat de consommation soumis à la réglementation des clauses abusives.

L'article 2 est une clause abusive puisqu'elle permet au professionnel de modifier le prix de façon unilatérale et sans préavis. L'article 3 est également une clause abusive qui exonère le professionnel de toute responsabilité et interdit au consommateur tout recours en résiliation en cas d'inexécution par le professionnel de son obligation. Ces deux clauses sont prévues dans la liste des clauses dites « noires ». Elles sont donc considérées comme étant abusives de manière irréfragable.

L'article 7 est une clause abusive car la société FREI, le professionnel, peut rompre le contrat avec un préavis très court et sans indemnité alors qu'Adrien, le consommateur, doit respecter un préavis beaucoup plus long et verser une indemnité. Cette clause fait partie de la liste des clauses « grises ». Elle sera considérée par le juge comme étant abusive car elle crée un déséquilibre en défaveur du consommateur. Aucune preuve contraire ne peut être apportée par le professionnel.

L'article 8 est une clause abusive car il s'agit d'une sanction pécuniaire en cas de non-respect par le consommateur de son obligation. Or, la même sanction n'est pas prévue en cas de non-respect de son obligation par la société FREI. Cette clause crée un déséquilibre au détriment du consommateur. Le professionnel peut apporter la preuve contraire, mais en l'espèce, elle ne sera pas acceptée par le juge.

2. Quels en seront les effets ?

Principes juridiques

Toute clause abusive est interdite et réputée non écrite. Elle est frappée de nullité. En principe, le reste du contrat reste valable, sauf si la clause portait sur un élément essentiel du contrat et vide ce dernier de sa substance ou ne permet plus son application.

Application au cas

En l'espèce, les clauses abusives vont être annulées. Le contrat pourrait continuer à être exécuté, car les clauses en cause n'empêchent pas l'exécution du contrat ne portant pas sur un élément essentiel de ce contrat.

★★ EXERCICE 2 Achat en grande surface et protection du consommateur X 20 minutes

1. Que pensez-vous de l'argument de la caissière ?

Principes juridiques

En cas de contrat de vente conclu entre un consommateur et un professionnel, ce dernier a une obligation générale d'information renforcée qui porte notamment sur les prix.

Le prix de vente doit être affiché, clairement indiqué, en euros et TTC.

Application au cas

En l'espèce, le fait que le prix affiché sur le produit et celui affiché en caisse soient différents ne respecte pas l'obligation d'affichage du prix.

2. Donald peut-il demander à bénéficier de la réduction indiquée dans le cadre de ces soldes ?

Principes juridiques

Le non-respect de l'obligation d'information sur le prix du produit est sanctionné par une amende administrative. Le vendeur peut également être sanctionné pénalement pour délit de pratique commerciale trompeuse. Enfin, le consommateur peut exiger l'application du prix affiché, même si celui-ci est inexact, sauf en cas de prix dérisoire.

Pendant les soldes, le professionnel doit afficher les deux prix, celui pratiqué avant et celui pratiqué après la réduction. Celle-ci peut être uniquement effectuée en caisse à condition que l'information soit clairement donnée au consommateur.

Application au cas

Donald aurait pu exiger de n'avoir à payer que le prix le moins élevé. De plus, la société en cause pourra être poursuivie au pénal pour pratique commerciale trompeuse. Il en est de même de la communication faite sur les soldes pour un produit qui finalement n'est pas soldé. La société n'a, *a priori*, pas une communication très claire, sauf si Donald n'a pas lu précisément toutes les informations mentionnées sur les affiches relatives aux soldes. Donald ne peut en revanche exiger de bénéficier du prix tenant compte de la réduction liée aux soldes.

3. Que pensez-vous des arguments invoqués par Donald ?

Principes juridiques

Dans un contrat de consommation, le vendeur a une obligation générale d'information renforcée qui concerne notamment les caractéristiques techniques du produit, sa qualité et sa sécurité. Ces informations doivent être données avant la conclusion du contrat. La charge de la preuve repose sur le professionnel. À défaut, il devra verser des dommages et intérêts au consommateur. Ce dernier peut demander la résolution du contrat s'il prouve l'existence d'un vice du consentement. Cependant, le consommateur ne peut reprocher un défaut d'information si le bien est utilisé pour un objet autre que celui du contrat. Par ailleurs, le consommateur dispose d'un droit de rétractation de 14 jours uniquement en cas de vente hors établissement ou de contrat conclu à distance. Ce n'est pas le cas si le contrat de vente a été conclu au sein d'un magasin.

Application au cas

En l'espèce, Donald souhaite invoquer le défaut d'information à la charge du professionnel, qui a omis de lui indiquer qu'il ne pouvait pas utiliser son matelas gonflable comme une bouée. Cependant, on peut considérer que Donald a utilisé le matelas pour un objet ou usage autre que celui pour lequel il lui a été vendu, qui est le camping. Il n'obtiendra donc pas gain de cause sur ce fondement.

Il ne pourra pas invoquer non plus son droit de rétractation car il a acheté le matelas dans un magasin. Ce n'est ni un contrat conclu hors établissement ni un contrat signé à distance.

★★ EXERCICE 3 Vente à distance et contrat électronique X 30 minutes

1. Que pensez-vous du mode de fonctionnement de ce site de vente en ligne ?

Principes juridiques

Les contrats de consommation conclus entre un consommateur et un professionnel sont soumis à des règles de validité spécifiques afin de protéger le consommateur et de s'assurer d'un consentement réel et éclairé.

De plus, certaines méthodes de vente sont soumises à des règles supplémentaires. Il en est ainsi du contrat électronique. Pour que ce dernier soit valable, le vendeur a une obligation d'information renforcée en ce qui concerne la validité de son offre et la validité de l'acceptation.

Ainsi, il doit notamment respecter les conditions suivantes :

- indiquer clairement les étapes permettant de conclure le contrat ;
- indiquer la possibilité pour l'acheteur de vérifier les erreurs lors de la saisie des données, avant toute commande ;
- exclure toute option payante vendue par défaut avec la commande ;
- permettre à l'acheteur de vérifier le détail de sa commande et son prix total ;
- permettre à l'acheteur la correction d'éventuelles erreurs ;
- proposer à l'acheteur la confirmation de l'acceptation (principe du double clic).

À défaut, le contrat n'est pas valablement formé et sera donc frappé de nullité.

Application au cas

En l'espèce, le contrat conclu par Mme Messner ne respecte pas toutes les conditions de validité de l'offre et de l'acceptation précitée.

Les défauts dans le mode de fonctionnement de ce site de vente en ligne sont :

- l'impossibilité de confirmer son acceptation et de vérifier la commande avant de la valider puisqu'elle est directement dirigée vers la page de paiement ;
- l'absence d'information complète sur le prix total précisant le montant des frais de port ;
- l'existence d'une option payante incluse par défaut en ce qui concerne la sacoche de transport.

Mme Messner pourrait demander la nullité de ce contrat de vente pour non-respect de toutes ces contraintes.

2. Les conditions évoquées par la société Bilgors sont-elles valables ?

Principes juridiques

En cas de contrat de consommation conclu à distance, le consommateur dispose d'un droit de rétractation qu'il peut exercer dans un délai de 14 jours à compter de la réception de la marchandise. Cette faculté de rétractation est exercée par LRAR ou à l'aide du bordereau fourni obligatoirement par le vendeur. Le consommateur doit renvoyer le bien dans un délai de 14 jours à compter de sa décision. Seuls les coûts directs liés à l'expédition sont à sa charge. Le vendeur devra alors rembourser les sommes perçues dans un délai de 14 jours. À défaut, les sommes dues porteront intérêts.

Application au cas

En l'espèce, il s'agit d'un contrat de consommation conclu à distance. Mme Messner peut exercer son droit de rétractation sans avoir à donner de motif. Elle aura à payer les frais de port mais en aucun cas l'indemnité réclamée par la société Bilgors. Celle-ci ne peut mettre à la charge de Mme Messner une indemnité d'utilisation qui risquerait de porter atteinte à cette liberté de rétractation.

3. Sur quel fondement Mme Messner exercera-t-elle son recours contre la société Bilgors ?

Principes juridiques

La vente liée ou subordonnée est une méthode de vente interdite par la loi. Elle consiste à vendre un produit au consommateur en lui imposant d'acheter une certaine quantité ou un autre bien ou service avec le bien souhaité. Cette méthode de vente est licite dès lors qu'elle n'est pas déloyale. Il faut pour cela que le consommateur ait été informé de la possibilité de n'acheter que le produit seul. De plus, la vente liée peut être justifiée par les usages. À défaut, la vente liée est illicite. La sanction est une amende de 7 500 € pour les personnes morales. Le consommateur pourra également demander le versement de dommages et intérêts pour préjudice subi.

Application au cas

En l'espèce, Mme Messner invoque la notion de vente liée pour contester le fait de devoir acheter un ordinateur équipé de plusieurs logiciels sans avoir le choix.

4. En vous appuyant sur l'analyse de l'arrêt donné en annexe, pensez-vous que Mme Messner obtiendra gain de cause ?

Principes juridiques

Analyse de l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mars 2017

Dans cet arrêt, l'association UFC-Que choisir ? a fait un recours en justice contre la société Darty en lui reprochant la vente d'ordinateurs équipés d'un logiciel d'exploitation et de différents logiciels d'utilisation. Plusieurs questions sont posées à la Cour de cassation :

1. le vendeur est-il obligé d'offrir à l'acquéreur la possibilité de renoncer à ces logiciels moyennant déduction du prix correspondant à leur licence d'utilisation ?
2. le vendeur est-il obligé d'indiquer le prix des logiciels préinstallés sur les ordinateurs proposés à la vente dans son réseau de magasins ?
3. le vendeur doit-il préciser à l'intention des consommateurs les conditions d'utilisation de ces logiciels ?

La réponse de la Cour de cassation est la suivante :

1. Le fait de vendre les ordinateurs équipés de logiciels préinstallés ne constitue pas en soi une pratique commerciale trompeuse dès lors qu'elle correspond aux usages en cours.
 2. L'absence d'indication du prix de chacun de ces logiciels n'est ni de nature à empêcher le consommateur de prendre une décision commerciale en connaissance de cause ni susceptible de l'amener à prendre une décision commerciale qu'il n'aurait pas prise autrement. Elle n'est donc pas jugée non plus comme étant une pratique commerciale trompeuse.
 3. Le fait pour la société de ne pas avoir indiqué les informations relatives aux caractéristiques principales d'un ordinateur équipé de logiciels d'exploitation et d'application est une pratique commerciale trompeuse ne permettant pas au consommateur de faire un choix éclairé. La société Darty est condamnée sous astreinte à mettre en place cette information.
- La vente d'un ordinateur avec un logiciel préinstallé n'est donc pas considérée par la Cour de cassation comme étant une vente liée illicite. Le vendeur est soumis uniquement à l'obligation de donner une information complète sur les caractéristiques de l'ordinateur mais également sur les logiciels vendus avec l'ordinateur.

Application au cas

La demande de Mme Messner sera donc rejetée. Il faudra vérifier si la société Bilgors respectait son obligation d'information concernant les logiciels installés. Il est à noter qu'elle offre la possibilité au consommateur d'acquérir un ordinateur sans logiciel d'application mais uniquement avec le système d'exploitation, ce qui permet de dire qu'il n'y a pas de vente liée en l'espèce.